

ÊTRE OU NE PAS NAÎTRE

ACTEURS CULTURELS



Le service de la formation de l'administration générale de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles et les 4 opérateurs Bagic, le CIEP, le CBAI, le CESEP et l'ICJ ont organisé, le 26 avril 2018, une journée de formation commune à l'ensemble des bagiciens en formation en présence de la Ministre de la Culture, Alda Greoli, des représentantes de la Ministre de la Jeunesse, Isabelle Simonis et de l'administrateur général de la Culture, André-Marie Poncelet.

L'intention était de rendre lisible et visible les spécificités du BAGIC, son originalité dans le paysage institutionnel ; de partager des expériences professionnelles et des expertises au travers d'analyses de pratiques professionnelles et enfin, de favoriser la mise en réseau des bagiciens en formation.

Les textes repris dans ce dossier sont le fruit des échanges entre les intervenants, Alexandre Ansay, Christian Boucq, Mélanie Ceyssens, Amaury Ghijssels, Alain Loute, Christine Mahy et la centaine de participants. Ces textes font l'objet d'une publication partagée au sein des trois revues, *l'Agenda interculturel* (www.cbai.be), *l'Esperluette* (www.ciep.be) et le *Secouez-vous les idées* (www.cesep.be), et repris sur le site www.icj-bagic.be.



Dossier réalisé par Alexandre ANSAY, Marine BUGNOT, Justine CONSTANT, Adèle DUPONT, Patrick LERCH, Valérie LOSSIGNOL, Nicole TINANT, Myriam VAN DER BREMPT, Sophie WIEDMANN

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be



LE MONDE DE

SOPHIE K.

Par Patrick LERCH, directeur du Centre du Théâtre-action (CTA)

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

14

Un pas en avant, puis un autre. Courir ! Marcher ! S'arrêter, recommencer ! Courir, s'essouffler. Ne pas oublier telle ou telle chose. Ne surtout pas oublier. Garnir la tête de liste à faire pour la journée, la semaine. L'effacer. Y revenir. Courir en marchant comme on dit.

Ma voisine, Claudine, dit souvent « *quand te n'a pas la tête, il te reste les jambes, ma vieille* ». Elle rit. Elle cause ma voisine Claudine. Elle sait, elle connaît le monde. Seulement depuis qu'elle a perdu toutes ses dents, ses mots glissent de ses lèvres. Je les ramasse et les lui redonne. Faudrait qu'on se cotise dans le quartier pour lui acheter un dentier. Un autre pas en avant. Une démarche à faire, à mettre dans la liste. La boîte crânienne pleine comme un œuf.

Marathon du quotidien, ce n'est pas 42 kilomètres, c'est 24 heures chrono, comme la série tv, seulement les héros, c'est nous. Les héros du quotidien, nous les invisibles, mais tellement visibles avec nos carapaces noires et nos cheveux en désordre. Mes journées ne laissent aucune place à la rêverie. Sauf la nuit.

La nuit, les tracas remontent à la surface comme des bulles pétillantes qui éclatent à la surface de mes rêves. Pourtant, juste avant de m'endormir, je trie, j'efface, je souffle, je révolte, j'éponge les débris du refus, des colères, des petites joies.

Au pied de mon lit, seule, depuis que mon mari a quitté le monde, je regarde ma paire de chaussures. Je ne sais pas pourquoi mes chaussures sont comme deux cousines éloignées à qui je peux tout dire. Je n'en ai qu'une paire. Elles doivent tenir 6 mois. Je la laisse en repos au pied de mon lit, après 23 heures quand tout est calme à la maison, je suis prosaïque.

Il m'arrive de parler à mon homme, Pierrot. Lui dire des choses douces comme si c'était la première nuit que je passais avec lui. Lui dire en murmure que je cingle l'obscurité de ma chambre, avec la solitude. La solitude, c'est bien connu, c'est toujours l'autre, jamais soi, jamais moi, mais l'autre. Pierrot me manque. La solitude me chavire, m'enfoncé, parfois me nargue avec ses kilos d'ombres.

Les enfants sont couchés. Ils dorment. Je suis heureuse pour eux. Je les aime. Je suis seule avec ma cigarette que je grille par petites bouffées, à regarder la nuit prendre dans ses bras le quartier, la ville, le monde, l'océan amer, les arbres, les âmes perdues et celles qui se sont retrouvées au détour d'une rue, d'une chambre. Le monde est là !

Dans mes rêves, je cherche à manger, et me voilà à la recherche de nourriture, faire les magasins, le moins cher possible pour tenir jusqu'au bout du mois, dans la réalité c'est la même chose.

Depuis que Pierrot n'est plus, je n'ai pas de jour, ni de nuit, juste des tunnels. Des successions de tunnels comme des formes noires en point d'interrogation. Un jour est un tunnel et ainsi de suite.

Le plus grand tunnel c'est l'indifférence. Pire que l'absence, l'indifférence.

Un pas en avant. Oui, penser à la journée pour parer aux petites choses qui l'air de rien demandent du temps, et de la disponibilité à chaque instant. Souvent le mot « TEMPS » revient dans ma boîte crânienne. Il s'étale sur un grand écran blanc et clignote comme s'il y avait une urgence absolue. Un danger imminent. Le mot danse, se courbe, s'agrippe, se déchaine ; j'ai le temps, je n'ai pas



le temps, j'voudrais bien avoir le temps, si j'avais plus de temps, etc. Tout cela clignote devant mes yeux et l'extinction des feux s'arrête au moment où je m'évapore dans un autre espace-temps. Mes rêves ! Nos rêves !

Dans d'autres rêves, quand je ne suis pas à la recherche de nourriture, je me vois pousser la porte d'une administration pour attendre mon tour au guichet. L'attente, ça veut dire la peur, la peur au ventre d'être refoulée, reconduite, recalée. Comme passer un examen oral. Je n'ai jamais été très forte en mots. La marge n'est jamais loin de moi, elle me suit. Je suis une ligne, une impression de frontière qui ne cesse de me poursuivre. Je me promène avec elle. Cette ligne est marquée sur mon visage. Un trait rouge indiquant : je suis la marge.

Peur de ne pas avoir le bon papier, ou encore un papier à remplir que je ne comprends pas. Les mots sont tellement compliqués dans les dossiers. Pas tous. Pierrot me disait (Pierrot était plombier) « - les mots c'est comme une boîte à outils, faut trouver le bon pour mettre du sens à quelque chose. » Réparer les vivants, les morts. Réparer les mots, mes manques. Les mots devraient être mes outils pour dépasser mes peurs. Temps-Guichet, je ne dis pas « Guichet » je dis gâcher du temps. « Et le temps est préfieux » me dit Claudine « ne le gâche pas ma foulette » Claudine dit foulette pour poulette. Un charme fou, inespéré. On rit. Quand elle aura son dentier, elle croquera le monde et moi avec...

Inlassablement se répéter, pendant l'attente. Inventaire des phrases :

Est-ce que j'ai les bons papiers ?
Est-ce que c'est le bon formulaire ?
B_345. A 546 –etc.
Est-ce que j'ai bonne mine ?
Est-ce qu'Aldi fera des promotions sur l'huile d'olive ?
Est-ce que le monsieur ou la madame qui se trouve derrière le guichet saura me guider, m'aider ?

Parfois, j'ai l'impression que ma vie tient à un seul tampon qu'on applique sur une feuille. Ce tampon comme un sursis de quelques mois, jours. « Bon pour le service, ma foulette ». Tout y passe. Je n'ai pas le temps de penser à autre chose. Penser c'est foutu, paraît-il, mais non. Non, je ne me résigne pas. J'ai appris à ne pas me résigner, c'est ma force, ma lutte à moi. Penser c'est aussi agir. J'aime le mot AGIR. Agir est un outil à utiliser en cas de grosse panne. Il réveille. Il stimule. Quoique parfois je me sens un peu lasse d'agir toute seule. Pour me requinquer quand je suis fatiguée, je regarde le ciel. Regarder le ciel

permet de voir des images, mettre des mots, prendre de la distance. Le ciel, les arbres, ça me repose, me fortifie.

Ben ça alors ! Comme une évidence, à moi toute seule, je suis une entreprise, inventaire :
Secrétariat médical
Magasinière du frigidaire,
Coursière
Agent administratif
Agent de nettoyage
Agent de repassage
Agent de cuisine
Agent de gestion quotidienne.

J'entends souvent dire que les pauvres sont des fainéants, des profiteurs, qui profitent du système, qui travaillent au noir, et surtout qui prennent aux autres, qui s'enrichissent sur le dos des vrais contribuables, des vrais travailleurs. Certains disent même qu'ils sont la plaie, le cancer de notre société et qu'il faudrait les cacher afin qu'ils n'envahissent plus les rues, les parcs, les espaces publics. Ben tiens. J'ai besoin de silence.

Moi, femme au foyer, sans travail, veuve, trois enfants à charge, j'ai l'agenda d'un ministre du quotidien. Chaque minute compte. Chaque minute est calée pour survivre, pas vivre, je dis survivre. Chaque jour survivre, chaque jour espérer, chaque jour lutter, mais chaque jour sentir que je suis pleine de sens, pleine de force, pleine d'agir. Alors moi, Sophie K, je dis, je crie :

La pauvreté, Mesdames et Messieurs, c'est de l'intelligence à plein temps, sauf le dimanche.

Dans d'autres rêves, pas les mêmes, évidemment (je rêve beaucoup, mais dois-je dire que ce sont des rêves, je n'en suis pas si certaine que cela.) Je vois mes trois enfants qui regardent le frigo. Ils l'ouvrent. Ils le regardent. Quand il est vide. Je rêve de le remplir. Quand il est plein, je regarde les dates de péremption. Autour de moi flotte une ribambelle de produits de luxe qui me narguent. Alors je sors un fusil de chasse et je tire sur les marques. Pan Pan !

De ma fenêtre de la cuisine, je me perds en songe, vue sur la cité, le paysage gris, les nuages comme des grosses caméras au-dessus de nous.



Surveillance, contrôle permanent. Écœurant ! Le monde aujourd'hui, c'est un œil mécanique, dépourvu d'humanité. La liberté nous aime-t-elle encore ? Monde intérieur. Monde extérieur. Monde quartier. Monde des enfants. Monde de l'argent. Monde arrogant. Monde perdu. Monde à reconstruire.

Mon monde s'écroule quand la facture d'eau n'est pas payée à temps. Filet d'eau comme un filet de citron. Filet d'argent qui flotte. Filet de sardine à manger. Je ne me plains pas. D'un côté, je vis. De l'autre côté je me bats. Je ne me plains pas, je suis là avec trois enfants. Claudine est venue prendre le café comme tous les mercredis chez moi. On mutualise les tâches quotidiennes. Ça aide. Elle m'a dit : « *On peut être sière, (pour fière) t'sais, parce qu'on est chorte (chorte pour forte), mais faudra pas nous chatouiller encore plus car je sens que la révolte ce n'est pas la tête, mais le cœur qui va la guider et quand le cœur parle, ça peut faire un mal chou. (chou pour fou) »*

16

Et pour en finir, j'écris ces quelques mots – atteindre un autre territoire pour lutter, lutter...

Grésillement des oiseaux
Avion massif qui passe devant mon regard
Sur le parking de mon immeuble, bruits de tôles ondulées
Ciel plein jour,
Des hommes marchent avec du pain sous le bras, ils parlent.
Les ombres sont épuisées en marchant à leurs côtés
Des oiseaux zigzaguent entre le ciel et le terrain vague, boueux
Édifice du désastre et de la mélancolie
Le silence se tient à l'écart
Il ronge son frein devant les injustices
Le vent made in Belgium laisse passer des odeurs de sardines grillées,
La vie, la vie.
Oh fruit de nos entrailles.
Jour qui déchire
Comme un œuf sur le plat
Dans une assiette grise
Les oiseaux cessent de pleurer
C'est dimanche
Sous le soleil naissant
Les arbres ne ressemblent plus à des bouts de ferraille

éparpillés sur le trottoir

Le ciel quant à lui

A retroussé ses manches pour piocher dans son abyssale mélancolie d'être seul

Et dépourvu.

Je ne suis pas seule, je ne suis pas seule...

Juste dire que le mot solidarité ne sera pas remis au rayon d'un musée.

Moi, Sophie K : je dis, un pas en avant, je vis, un pas en avant, je vis.







QU'EST-CE

QU'UN BAGICIEN ?

Par **Marine Bugnot**, chargée de projet à l'asbl Entr'âges et **Valérie Lossignol**, responsable administrative et GRH à Central

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Définition encyclopédique

Être humain se reproduisant au fil des rencontres professionnelles, changements de parcours et autres réorientations.

18

Le bagicien, qu'il soit en quête de légitimité, fortement incité par son organisation, à la recherche d'outils ou d'expériences, est un perfectionniste du travail socioculturel souhaitant bien faire, TRÈS bien faire. Son habitat naturel est l'organisation socio-culturelle. Il s'adapte à tout type de milieu, particulièrement ceux où il y a des... gens. Il analyse son territoire et en identifie les enjeux.

*On oublie que tout est politique**

Berger intelligent, meneur, gestionnaire de conflits, insuffleur d'énergie, il cherche à transformer ses intuitions en s'appuyant sur des méthodologies aguerries. Bourré de doutes, d'interrogations, d'inquiétudes face aux changements sociaux qui s'opèrent, il se pose un tas de questions. Il analyse les paradoxes qui existent entre associations et pouvoirs subsidiaires, associations et citoyens.

Il prend le risque de la coopération plutôt que du partenariat contraint. Vise la complémentarité et tente de dépasser la logique comptable de la gestion de projets. Préférant l'intérêt collectif à l'individuel, il se laisse aller à l'intelligence du groupe qu'il pilote ou se laisse piloter par le groupe en s'assurant que chacun soit soucieux de l'autre, qu'il trouve sa place et puisse FAIRE ensemble.

Le bagicien, il a ce tout petit supplément d'âme qui va le faire partir du désir des gens en les écoutant plutôt que de son désir à lui. Cette petite flamme, il va l'entretenir parce que la démarche est plus importante que le résultat.

Acteur politique, il essaie de changer le monde. S'engageant pour de nobles causes, il lutte pour le respect de la démocratie, lutte contre ses propres représentations du monde et celles des autres pour en trouver et en construire de plus justes. Révolutionnaire, c'est parfois contre son entourage le plus proche qu'il doit se battre pour que son organisation continue à se questionner, se positionner et s'indigner.

La réalité de terrain

Le bagicien est formé pour transposer sur son terrain les exigences de la démarche d'éducation permanente : partir des aspirations des publics pour faire avec eux et non pas à leur place, utiliser des outils qui favorisent l'expression et la participation des citoyens, avoir une attention particulière aux plus précarisés, questionner les inégalités sociales dans une société qui se veut démocratique et solidaire. Mais il est bien souvent rattrapé par la réalité du monde du travail socio-culturel et plus généralement du secteur non-marchand.

*Nous devons nous dégager de nos représentations de la précarité **

La plupart doit s'arranger avec la contradiction d'être rémunéré et donc de devoir vendre sa force de travail contre un salaire pour en échange favoriser l'émancipation des publics. Dès lors, quelle émancipation pour le travailleur socio-culturel quand, de sa prestation, dépend sa survie financière ? De quelle marge de manœuvre dispose-t-il réellement lorsque son engagement militant est lié à un contrat ? Comment lutter



contre le manque de cohérence des organisations qui, par manque de moyens et d'outils de gestion interne adéquats, en viennent à écarter les valeurs prônées auprès des publics et des partenaires ?

Une des conditions pour un travail d'émancipation de l'autre pourrait être une réflexion de chaque travailleur, chaque organisation et finalement tout le secteur social, culturel et socio-culturel sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'émancipation collective du travail. La co-construction et la participation aux processus démocratiques internes sont des démarches qui permettraient de faire vivre l'éducation permanente dans tous ses aspects, y compris dans l'organisation du travail.

Nous vivons dans une société où le degré de violence vécu par les gens précarisés dans leur vie quotidienne est très intense, leur préoccupation première est de survivre *

Par ailleurs, comment favoriser le pouvoir d'agir des publics quand les acteurs du secteur eux-mêmes travaillent dans des conditions qui les empêchent d'exercer pleinement le leur ? En effet, les conditions de travail se précarisent de plus en plus avec un manque de moyens récurrent, des demandes plus nombreuses à traiter, des équipes en sous-effectifs, des contrats de travail de plus en plus incertains et une tendance au financement par projets spécifiques dans un temps court au détriment du financement pérenne des missions globales des organisations. Plus généralement, le secteur non-marchand est de plus en plus touché par des contraintes d'ordre économique qui mettent l'accent sur l'efficacité au détriment du rapport humain inhérent au travail socio-culturel. Cette évolution impose un rythme de

Le complexe du petit nombre de participants devrait être dépassé, il faut tabler sur la participation *



plus en plus rapide et des réponses standardisées, ce qui peut être cause de souffrance pour les acteurs du secteur, sans parler de l'impact sur les personnes avec qui ils travaillent.

A cela s'ajoute l'idéologie dominante du *projet*, outil qui formate notre intervention au point que, s'il est mal utilisé, il s'inscrit dans une logique de réussite versus échec. Pour des personnes en situation de précarité, vivant l'échec de manière quotidienne et aigüe, il y a un vrai risque à nourrir un peu plus ce sentiment si le projet ne rencontre pas les objectifs fixés. Ainsi, le danger est grand d'instrumentaliser les personnes au nom du *projet* et de l'objectif de la *participation*.

***Il faut réfléchir à ce qu'est la richesse d'un pays, d'une ville...
Ce devrait être les gens****

Au départ née des mouvements d'émancipation du monde ouvrier, l'éducation permanente agit aujourd'hui dans un monde où les causes de lutte se sont multipliées. Ce qui explique la diversité et la richesse du secteur socioculturel : ouverture vers des publics plus larges, élargissement de la notion de précarité, multiplication des luttes, terrains et outils variés. L'éducation permanente est à la croisée des chemins : entre activation, intégration des publics, émancipation et pouvoir d'agir¹, dans un contexte sociétal où nous subissons tous l'injonction à être actifs, c'est-à-dire être utiles, productifs et rentables.

19

Il faut se rendre compte de la distance culturelle que l'on a avec son public quand on a soi-même manqué de rien*

Dans ce foisonnement des luttes, ce qui fait le commun entre les acteurs de politiques culturelles, c'est la démarche au cœur de l'éducation permanente, que les actions soient reconnues dans le cadre d'un décret ou pas. Et les difficultés que le travailleur socio-culturel rencontre parfois sur le terrain avec ses partenaires, ses collègues, sa hiérarchie ou ses pouvoirs subsidiaires peuvent être autant de leviers qui permettent de revendiquer et d'assumer une philosophie de travail qui porte en elle-même une dimension profondément politique.



Et enfin, les revendications

Sans prétendre entrer dans l'exhaustivité, cette approche défend les éléments suivants :

- rendre acteur au lieu d'activer
- questionner les enjeux liés au partage du pouvoir
- développer l'esprit critique
- se réapproprier le débat public
- travailler sur un pied d'égalité avec les publics, faire avec eux et non pas pour eux
- partir des aspirations des gens, se laisser aller à leur faire confiance, au lieu d'imposer un projet déjà ficelé sur base de nos représentations
- se permettre de se laisser surprendre par l'inattendu, l'incertitude du processus et laisser la place à la créativité nécessaire pour y répondre (par exemple, laisser un budget « non attribué », pour créer un projet non prévu initialement dans le plan d'action)
- s'appuyer sur l'intelligence du collectif
- partir de vécus individuels, prendre conscience de leur dimension collective pour en avoir une lecture politique
- défendre des pratiques professionnelles qui valorisent la convivialité et des rapports où l'humain est au cœur de la démarche²
- inscrire son action dans le temps long, au contraire des injonctions actuelles à « faire vite », « être efficace », « productif ».

20

Le chantier est vaste, on s'en rend compte, et il peut sembler naïf de vouloir changer le monde à ce point mais le jeu en vaut la chandelle...



*L'écoute est très importante, pas l'intrusion, il faut entrer par la porte que la personne laissera ouverte parce qu'elle sait mieux que quiconque ce qui lui convient **

*Les gens ne se rendent pas compte que la pauvreté, c'est l'intelligence à temps plein, quand on vit dans la pauvreté c'est la créativité qui compte **

*La contrainte du trop peu de tout développe des habitudes qui éteignent les perspectives et les rêves **

1. L'éducation permanente : ses enjeux actuels et à venir, C. Delhay, C. Dricot, CESEP, 2012.

2. Voir les « micro-traces d'hospitalité » dans Le travail social ou l'"art de l'ordinaire", D. Puaud, yapaka.be, 2012.

* Phrases citées pendant la journée du 26 avril 2018



FAIRE PARTICIPER

OU APPRENDRE

ENSEMBLE À

PARTICIPER ?

Par **Adèle DUPONT**, formatrice au BAGIC de l'Interfédérale des centres de jeunes (ICJ) et **Myriam VAN DER BREMPT**, formatrice au BAGIC du Centre de formation des cadres culturels (CFCC/CESEP)
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

21

La participation comme fondement de la démocratie

Les personnes qui se joignent à une activité, à une réunion, à un événement, les membres de n'importe quel groupe réuni sur base volontaire (ou même contrainte !) sont systématiquement désignés comme des... participants. Cela signifie-t-il qu'il suffit d'être là (voire d'être « inscrit ») pour participer ? Ou est-ce au contraire une injonction subliminale généralisée à participer... activement ? Les termes « participant », « participer », « participation » sont aujourd'hui tellement usés et utilisés que nous ne savons plus toujours ce qu'ils recouvrent. Une chose est sûre cependant : il incombe aux animateurs socioculturels et aux porteurs de projets de faire participer... Focus sur cette charge mentale, et aussi politique.

Mais tout d'abord, pourquoi faudrait-il donc toujours (faire) participer ? Fondamentalement, il ne s'agit pas d'une simple mode, mais d'une condition nécessaire au bon fonctionnement de notre démocratie. Certes, pour que les activités proposées puissent avoir lieu, il faut des participants ; pour que les animateurs justifient leur poste, il leur faut des inscrits, des groupes, des participants encore. Pour qu'un projet soit motivant, pertinent, il faut du monde ! Mais ces raisons pragmatiques sont elles-mêmes les

conséquences d'une nécessité démocratique de la participation.

Suivant l'étymologie, en démocratie le pouvoir politique est exercé par le peuple. Et en effet, comme citoyens, nous votons ! Mais sortir de chez soi tous les quatre et six ans pour aller déléguer son pouvoir à quelques-uns, qui feront peut-être ensuite ce qu'ils veulent, est-ce encore perçu comme « exercer son pouvoir citoyen » ? De moins en moins, semble-t-il. D'ailleurs, si le pouvoir politique du peuple est réduit à cela, tout se passe comme si aller voter n'intéressait même plus les citoyens : dans les pays où le vote n'est pas obligatoire, le taux de participation (tiens, tiens) aux élections n'est-il pas un sujet d'inquiétude récurrent ?

Or, pour qu'une démocratie soit saine et vivante, il faut que les citoyens s'y impliquent réellement : qu'ils exercent leur citoyenneté de façon active, non seulement en élisant des représentants (si tel est le système en cours), mais aussi en exerçant continûment, dans l'espace public, un contre-pouvoir régulateur. Participer, comme citoyen, c'est cela. Et dès lors, même si aucun citoyen ne peut être obligé de participer, l'animateur socioculturel doit s'employer à stimuler la participation.



Les enjeux de l'éducation permanente

L'éducation permanente¹ cherche principalement à promouvoir, en dehors des structures traditionnelles d'enseignement et des systèmes éducatifs institutionnels, une amélioration du système social. Elle traverse différents mouvements militant pour le développement individuel et social des personnes.

Elle se base sur la capacité, détenue par chacun, de progresser et de se développer, à tout âge et moment de la vie. Elle travaille au quotidien au développement des individus dans la société et soutient ainsi une participation citoyenne. Mais, bien au-delà d'une pratique/contenu transversal, l'éducation permanente pose un choix politique d'émancipation. En d'autres termes elle vise l'autonomie des personnes à agir en tant que citoyen.ne.s sur et dans leur société.

22

Aujourd'hui, cependant, notre société est marquée par une logique de compétition. En effet, ce sont ceux qui portent leur voix le plus haut, qui sont à l'aise dans le monde de la revendication et de la représentation qui se font entendre. La participation citoyenne est en vogue, certes, et plein d'initiatives voient le jour. Mais l'accès à la participation est inégal. Ce ne sont pas les publics précarisés (les « exclus ») ou minoritaires (les jeunes, les réfugiés, les femmes, les MENA, etc.) qui participent le plus à cette « nouvelle citoyenneté ». Une des raisons de cela est que les « capacités à participer » sont inégales. C'est pourquoi un enjeu primordial de l'éducation permanente pour rendre autonome l'individu dans la société, est de l'outiller à la participation. Voilà le pari : en développant leurs aptitudes à participer, les individus pourront élever leur voix, prendre une place dans la société et ainsi investir leur citoyenneté. Parmi les chargés de mission d'éducation permanente qui travaillent au quotidien pour rencontrer ces enjeux, les animateurs socio-culturels sont des acteurs fondamentaux.

Les missions de l'animateur socio-culturel

Les animateurs socio-culturels sont formateurs de citoyens actifs et engagés. Ainsi, ils endossent une grande responsabilité dans la vitalité, ou la sauvegarde même, de notre système démocratique.

Le rôle de l'animateur est de développer auprès des groupes et des individus la capacité à vivre et à agir ensemble, dans le respect mutuel, à participer, à se for-

ger un point de vue personnel et à l'exprimer, à négocier, à coopérer, à assumer des responsabilités... Autant de compétences indissociables de la vie en société démocratique. Le secteur socioculturel est reconnu et subventionné pour ces raisons. Plus largement, Christian Maurer, dans son ouvrage « Éducation populaire et puissance d'agir »² décrit les quatre missions principales de l'animateur socio-culturel :

- Une mission de « conscientisation » de sa propre situation dans le monde, des rapports sociaux dans les quels on se trouve et des leviers sur lesquels on peut potentiellement agir.
- Une mission « d'émancipation » permettant à chacun de sortir de la place qui lui a été assignée par la société et de poser des actes délibérément.
- Une mission « d'augmenter la puissance d'agir » pour permettre à chacun d'accéder au pouvoir « de » (de s'exprimer, de critiquer, de s'approprier, d'agir...), et non forcément d'avoir du pouvoir « sur » : c'est permettre à chacun de devenir acteur.
- Et enfin une mission « de faire œuvre de transformation sociale ». C'est-à-dire de se mettre en mouvement individuellement et collectivement pour transformer les choses, plutôt que de subir les transformations de société.

Sur le papier, dans les décrets³, dans les discours politiques, tout cela paraît évident. Mais qu'en est-il de la réalisation de ces missions sur le terrain ? Quels sont les facilitateurs et les freins de leur mise en pratique ? Que représentent ces missions et pour qui ?

Les paradoxes de la participation, entre désir et injonction, entre théorie et réalité

Lors de la journée Interbagic du 26 Avril 2018, un groupe de réflexion s'est penché sur la question de la participation. Une série de constats a émergé de la discussion entre professionnels de l'animation socio-culturelle. Entre la prescription des missions par les décrets et leur réalisation, apparaît un grand décalage. Dans la rencontre des objectifs de leurs missions, les animateurs sont tiraillés.

Pour commencer, l'injonction décrétales concernant la participation est déroutante. Il faut faire participer, mais aucune définition de la participation n'est proposée par la législation. Cela implique que chaque structure et équipe définisse pour elle-même ce qu'elle met derrière ce terme. Pour certains, la présence physique à une activité suffit. Pour d'autres, il faut co-construction, implication et



responsabilité pour justifier une réelle participation. Le premier paradoxe est qu'il y a autant de participations que de personnes pour en parler.

Dans le même ordre d'idées, la participation dépend aussi du secteur, du public et, précisément, de sa puissance d'agir. Permettre à chacun d'accéder au « pouvoir de » dire et de faire, n'est-ce pas un premier temps indispensable ? Faut-il surtout pousser à participer ou veiller à former à la participation ? Les décrets sont imprécis sur la question et l'animateur est livré à ce flou.

Il rencontre en outre une autre zone d'incertitude encore : comment faire du participatif, amener à la participation sans dénaturer la participation ? Ceux qui réfléchissent à la cohérence de leur pratique se posent cette question... schizophrénique ! Dans l'élaboration d'un cadre, dans la poursuite d'un projet ou dans la formation en groupe, la limite entre participation et « fausse participation » est mince. L'injonction de faire participer le public « à tout prix » risque d'étouffer le fond même de la participation. Forcée et contrainte, la participation n'a plus de sens en éducation permanente, ni pour faire vivre notre démocratie.

En fin de compte, entre participation et fausse participation, l'animateur doit se questionner en permanence, gérer lui-même les paradoxes en présence et surtout remettre en question la congruence entre ses missions et sa manière d'agir. Fameuse exigence !

Quelles pistes pour participer à la participation

Au terme de l'atelier interprofessionnel de réflexion, nous faisons le constat que les animateurs socio-culturels sont coincés entre un idéal théorique de la participation et des publics différents avec des réalités socio-économiques spécifiques qui y prennent part différemment. Dans une telle réalité, les animateurs doivent travailler et réfléchir au quotidien pour ne pas tomber dans l'hypocrisie d'une « fausse participation ». La question qui nous intéresse tous est, alors, comment faire ? Comment faire pour être participant, pour participer, pour faire participer. Comment faire pour alléger cette charge mentale ou en tous cas mettre en œuvre cette politique de manière un peu plus confortable.

Nous n'avons pas de réponse définitive à ces questions. Mais cette réflexion partagée nous amène à quelques pistes d'aménagement de la relation à la participation.

D'abord, il est intéressant de questionner la réalité des publics avec lesquels on travaille. Il faut pouvoir faire notamment une différence entre ceux qui veulent participer mais qui ne peuvent pas, par manque de « pouvoir de » et ceux qu'on prie de participer et que cela n'intéresse pas. A partir de là, le travail avec et sur la participation sera différent. Il existe en effet des structures dans lesquelles on court après la participation et d'autres où les personnes courent pour avoir une chance de participer...

Ensuite, il serait profitable de questionner la participation comme elle existe. D'en analyser les pratiques, de les déconstruire avec le public pour les reconstruire, et de faire de cet exercice un outil de formation à la participation. Le fait d'utiliser la réalité comme occasion d'introspection et de reconstruction collective de la participation peut être une piste prometteuse pour travailler la participation sagement.

Pour terminer, le chemin à parcourir sera encore long vers une participation citoyenne optimale. Pourtant l'enjeu est de taille, puisque la survie de la démocratie en dépend. Retenons ici que la possibilité d'une démocratie saine et vivante, soutenue par une participation citoyenne engagée palpite au cœur des missions de l'animateur socio-culturel de conscientisation, d'émancipation, d'augmentation du pouvoir d'agir et de transformation sociale. Exigeant donc, mais passionnant. Quel métier !



1. L'éducation permanente, une approche incontournable dans la formation des animateurs, CEMEA 2012. Un pas plus loin : http://www.cemea.be/IMG/pdf/PDF_Education_Permanente_-_Approche.pdf
2. « Education permanente : Enjeux et perspectives, publication des actes de la journée Education permanente du 17 Juin 2011, Administration générale de la Culture, Collection Culture Education Permanente N°17-2012, pp 46-67.
Pour aller un pas plus loin : « L'animation socio-culturelle, c'est quoi ? » Julie Reynart. L'Antreoise 117, Sept 2015 FMJ asbl
3. L'éducation permanente est entre autres une référence dans les décrets MJ, OJ, Centres culturels, EP, etc.





APPRENDRE À

DÉSObÉIR ?

Par **Justine Constant**, coordinatrice de la Coopération Culturelle Régionale /Liège (CCR /Liège)
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

En grandissant, un enfant a besoin de désobéir pour expérimenter et tester les limites qui lui sont imposées, voire les faire fléchir. Une fois l'âge adulte atteint, désobéir fait peur : notre société prône la soumission aux règles, aux patrons, au marché, à la loi ou au conformisme.

Pourtant, aujourd'hui, le recours à la désobéissance civile serait de plus en plus fréquent. Comment désobéir au nom d'un intérêt collectif supérieur ? Quelles sont les mobilisations citoyennes possibles ? Par qui sont-elles portées ? Et sur quoi tentent-elles d'influer ?

La mobilisation contestataire est inscrite au cœur de nos démocraties. En Belgique, elle est portée par de nombreux acteurs. D'abord par les syndicats, qui dès la fin du XIX^e siècle, avec la naissance du mouvement ouvrier, sont les premiers à porter des revendications. Ils sont rejoints par les ONG dans les années 1960 et 1970 et récemment, par de nombreux collectifs citoyens autonomes. Les combats ont évolué, voire se sont démultipliés avec le temps. Au départ de la question ouvrière, les militants s'attacheront ensuite à défendre l'environnement, les minorités, le tiers-monde... et enfin, l'altermondialisme.

Trois stratégies d'actions existent pour changer les rapports entre dominants et dominés. Il est possible d'agir avec le pouvoir, en dialoguant et en utilisant les formes instituées que sont le plaidoyer, la négociation, la grève légale etc. Une autre de ces stratégies est celle des mouvements de transition, qui créent leurs alternatives autonomes et agissent sans le pouvoir. Et la troisième consiste à agir contre le pouvoir. Dans ce dernier cas, on parle d'action directe. Nous allons nous pencher sur cette dernière méthode. Elle est peut-être la moins connue des trois ; pourtant quelques actions ont défrayé la chronique ces derniers mois.

L'action directe non-violente

Elle consiste en une action : occuper un espace public ou privé, détruire des biens, etc. Elle est dite directe car elle est portée directement par des citoyens et non déléguée à un représentant, comme le député par exemple. Enfin, elle est non-violente. Par-là, elle se distingue des mouvements extrémistes qui peuvent recourir à la force. Ajoutons encore que cette action est collective, même si elle peut ne regrouper qu'une poignée d'activistes. Elle cible une question précise, jugée injuste au nom de principes éthiques. Les militants placent la conscience morale au-dessus de la loi officielle et se permettent de l'enfreindre si nécessaire.

L'illégalité caractérise également la désobéissance civile, la plus connue des formes d'actions directes non-violentes. Sa spécificité est que les militants transgressent expressément la loi qu'ils veulent faire changer. Ils veulent en obtenir son abrogation ou son amendement.

Souvent, l'action directe est portée par un groupe de citoyens qui espère susciter le débat et éveiller la conscience d'autres citoyens. Attirer l'attention de l'opinion publique est recherché car cela permet de démontrer le caractère inique ou injuste de la loi. Le retentissement de ces actions est réel comparé à d'autres formes de revendications, plus conventionnelles et parfois très énergivores. Suites judiciaires ou pas, les militants sont conscients des risques encourus. Le procès doit permettre de rouvrir le débat public. Et souvent, les frais judiciaires sont pris en charge par des dons de citoyens qui rejoignent la cause défendue. Nous sommes dans une société du spectacle et les militants en jouent.

Des actions directes, nous en connaissons tous, que ce soit l'action de Martin Luther King avec les sit-in et les marches contre la ségrégation raciale aux États-Unis, aux autocollants apposés sur les feux rouges contre le CETA.



Plus récemment, en juin dernier, plusieurs militants de l'association Agir pour la paix ont réussi à pénétrer dans la base militaire de Kleine-Brogel. L'action avait pour but de dénoncer la présence d'armes nucléaires américaines sur le territoire belge et dont la présence n'a jamais été reconnue officiellement par l'État belge. Le timing avait été réfléchi par les militants : au début du mois de juillet avait lieu un sommet de l'OTAN. Ils voulaient profiter de l'occasion pour rendre symboliquement les armes nucléaires à leurs propriétaires et pousser l'État belge à signer le traité onusien d'interdiction des armes nucléaires. Cette action enfreignait la loi. D'ailleurs, les participants ont passé quelques heures au poste de police, mais jugeaient la détention de ces armes bien plus illégale.

Des ONG, comme Greenpeace, utilisent l'action directe régulièrement : cela permet de mettre en lumière des problématiques. Ainsi, afin de démontrer que la Belgique ne respecte pas les normes européennes en termes de qualité de l'air, Greenpeace a placé des appareils de mesure dans 222 écoles fin 2017. Les résultats révèlent que la qualité de l'air est préoccupante, voire mauvaise dans bon nombre d'écoles et a un impact direct sur la santé des enfants.

26

Enfin le droit des étrangers est une des principales causes de mobilisation avec les questions environnementales. L'activiste Mathieu Bietlot en témoigne.

Mathieu Bietlot est coordinateur des analyses et plaidoyers pour Bruxelles Laïque et militant du mouvement citoyen Acteurs des Temps Présents¹. Le 11 janvier dernier, il remet en mains propres à Theo Francken, Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, un « Ordre de quitter le gouvernement ». Une réaction symbolique et pleine d'humour au rapatriement forcé de plusieurs Soudanais menacés par la torture et les mauvais traitements.

Il ne s'agissait pas de désobéissance, commente Mathieu, il n'existe aucune loi empêchant de remettre une lettre à un Ministre... À cette époque, il y avait beaucoup de contestation autour de la politique de Francken ; plusieurs partis et associations réclamaient sa démission. Nous voulions réagir vite... une manifestation de soutien à Francken avait réuni huit personnes devant la gare centrale et nous voulions faire mieux (rires). Grâce à la Coordination des Sans Papiers et à son réseau, nous en avons rassemblé trois-cents en quelques jours ! Nous étions le 29 décembre, nous avons annoncé aux médias que nous donnions à Theo Francken l'Ordre de quitter le Gouvernement pour le 13 janvier, date de la manifestation qui a rassemblé près de 8000 personnes. Plus tard, nous avons appris que Francken serait présent au drink de Fedasil, alors nous sommes allés lui remettre la lettre en mains propres.

Parce que cette lettre, calquée sur le modèle du tristement célèbre « ordre de quitter le territoire », est avant tout un symbole, elle frappe l'imagination et les mémoires. À ce titre, elle est relayée par les médias, les réseaux sociaux. Et se retrouve sur toutes les lèvres. C'est alors qu'elle se met à peser. Il en va de même pour les actions de désobéissance civile. Mathieu Bietlot a beaucoup réfléchi à la question. Pour qu'il y ait désobéissance civile, plusieurs conditions doivent être réunies. D'abord, il faut désobéir, c'est-à-dire contrevenir sciemment à une loi, à une règle que l'on estime injuste. Ensuite, le faire dans un but qui ne soit pas personnel. Enfin, il faut l'assumer publiquement, c'est-à-dire revendiquer la désobéissance, faire parler d'elle.

Par L.B.

Choisir l'une ou l'autre méthode d'action relève de la stratégie et de l'effet escompté, la désobéissance civile venant en dernier recours car on viole la loi. Le changement politique est rarement à la clé : les combats sont longs et parsemés de petites victoires étalées dans le temps.

Dérision et créativité au service de l'action directe

Pour faire passer un message, les activistes utilisent souvent des outils artistiques et l'humour. Les questions traitées sont sérieuses mais les opérations sont drôles.

Ainsi, des militants impliqués dans l'action à Kleine-Brogel étaient déguisés et formaient une armée de clowns. En 2012, la manifestation de droite organisée par le Cercle des Citoyens Austères est aussi un bel exemple de cet esprit de dérision. Volontairement impertinente, la manif et ses slogans en disaient long sur les inégalités dans la société d'aujourd'hui : « Pour défendre nos privilèges, osons l'austérité », « Pas de pitié pour les perdants », « Solidarité avec les banquiers », « Le chômage, c'est du gaspillage ».

Autre collectif, l'Ensemble Zoologique de Libération de la Nature (EZLN), dont fait partie Amaury Ghijssels, place au cœur de ses actions une dimension créative, poétique, voire surréaliste. Le 14 mai dernier, il a fait irruption dans les bureaux d'ENGIE Electrabel pour dénoncer l'enfouissement des déchets radioactifs en Belgique. Les militants étaient déguisés en animaux et y ont abandonné de faux barils nucléaires.



Des convergences avec la démarche socioculturelle et l'éducation permanente

Désobéir n'est-ce pas une des fins de notre travail socioculturel? Avec son intention de développer la connaissance critique des réalités sociétales, les capacités d'analyse, de choix... des citoyens, l'éducation permanente vise à prendre une distance critique avec les normes, d'évaluer les marges de manœuvre jusqu'à entrer en conflit, si cela s'avère juste au nom de valeurs partagées. Autre point commun, l'usage de l'art et la créativité présents dans la démarche socioculturelle et qui consiste à utiliser le langage artistique pour toucher, transformer ou bousculer les publics.

Majo Hansotte, formatrice en éducation permanente, avec sa méthode des intelligences citoyennes ne propose rien d'autre que des actions directes non-violentes : un happening, une installation ou encore une infiltration au départ des injustices vécues par les participants. Amaury Ghijselings la rejoint méthodologiquement en expliquant la nécessité de partir de la colère des militants pour aboutir à une action collective pertinente et légitime. D'après son expérience, l'éducation populaire est au cœur des démarches d'actions directes et souvent, le cheminement des activistes importe au moins autant que le résultat.

En cela, on peut parler d'un renouvellement de l'action collective. Depuis toujours, les sociétés ont changé et les mouvements contestataires se sont adaptés. Les mouvements sociaux se renouvellent et la modernité vient d'une évolution globale : les opposants d'aujourd'hui se distinguent dans leur rapport au pouvoir, dans la défiance du monde politique traditionnel, dans leurs revendications spécifiques et dans l'utilisation de stratégies multiples, à l'heure où la démocratie représentative peine à entendre l'opinion publique.



Pour aller plus loin :

Dossier Désobéir dans *Imagine Demain le Monde*, mai-juin 2018, n°127.

Dossier Désobéissance civile : nourrir la démocratie dans *Éduquer*, Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, n°139, juin 2018.

Pluralité de mobilisations et convergence des luttes, CIEP, Cahier n°22, février 2017.

27

Une valeur ajoutée à la démocratie ?

L'évolution des stratégies d'actions est à mettre en regard avec le changement de paradigme de la fin du XX^e siècle. Jusqu'alors, de grandes idéologies proposaient un modèle de société clairement défini : on pouvait théoriser un modèle alternatif et combattre un ennemi identifié. Aujourd'hui, le système capitaliste s'est mondialisé et on retrouve des mobilisations sans programme politique très précis : on est passé de l'engagement transcendantal à des engagements expérimentaux, à tester sur le terrain.

D'autre part, les totalitarismes du XX^e siècle et l'obéissance aveugle à ceux-ci marquent un traumatisme. Aujourd'hui, désobéir peut être un acte citoyen. D'ailleurs, la démocratie prévoit un contre-pouvoir en son sein : les citoyens sont libres d'exprimer leurs opinions dans l'espace public. De multiples moyens d'expression sont possibles. L'action directe, en éclairant une minorité silencieuse sur les dérives du fonctionnement de la démocratie ou en démontrant que l'État agit contre ses propres principes, joue ce rôle de contestation et de vigilance démocratique. Elle s'inscrit dans un refus du conformisme et de résignation devant l'ordre établi.

1. www.acteursdestempsresents.be



ASSOCIATIF,

POUVOIRS PUBLICS,

CITOYEN.NE.S

De la coopération contrainte à la coopération durable

Par Sophie Wiedemann, permanente CIEP communautaire
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

28

La coopération contrainte et ses paradoxes

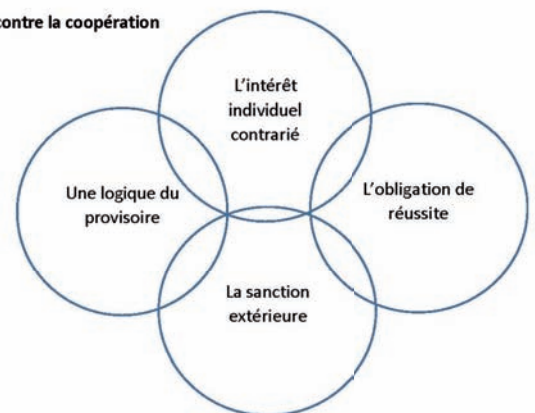
Visant la réduction de dépenses publiques, la rentabilité et la mise en concurrence généralisée, le contexte néolibéral favorise ce paradigme en créant des financements publics limités. Le paradigme de coopération contrainte ne résulte pas d'un choix concerté entre acteur.trice.s mais d'une injonction institutionnelle. Le décret Centres culturels notamment conditionne les financements à une coopération avec de nombreux autres acteur.trice.s. Il s'inscrit en général dans un contexte de continuité des actions en cours et entraîne une obligation de réussite, qui n'invite pas à l'action collective : la coopération est alors un risque et est envisagée à titre **provisoire**, avec l'idée de pouvoir changer de partenaire si elle ne fonctionne pas. Plus les partenaires sont nombreux, plus la coopération est considérée comme un empilement de risques. Dans ce cadre, les **prétentions d'action collective** se réduisent à une action relativement **minimale**.

Outre les contraintes institutionnelles, le paradigme de la coopération contrainte se retrouve en chacun.e de nous : nous coopérons en considérant le plus petit dénominateur commun entre parties prenantes, avec une logique comptable du type « Je dois en retirer plus que ce que j'y mets ». Par exemple, chaque partenaire énonce sa spécialité dans une recherche de complémentarité. Il coopère en restant dans son cadre d'action prédéfini

individuellement, où les risques et les effets sont maîtrisés. Enfin, les acteur.trice.s s'impliquent à condition que les autres prennent autant de risques qu'eux.elles, avec **l'idéal d'une coopération « win-win »**, dans laquelle chacun.e **complèterait les compétences/ressources lacunaires** dans leur plan d'action respectif. Le milieu associatif ressent très souvent la peur de « se faire piquer ses idées » ou « son public », ce qui produit paradoxalement une **implication minimale dans la collaboration**.

LE PARADOXE DE LA "COOPERATION CONTRAINTE"

Un a priori contre la coopération





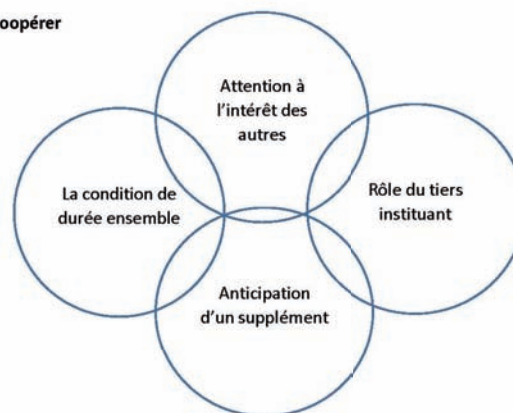
La coopération durable ou souhaitée et ses exigences

À côté des coopérations contraintes, existent des formes de coopération dans lesquelles le calcul coût/avantage ne semble pas prévaloir. L'hébergement des sans-papiers par des citoyen.ne.s, ou les ateliers vélo gratuits bénévolement sont des formes de solidarité réelles et non de principe. Ainsi, l'action ne naît pas toujours d'un plus petit commun dénominateur identifié, ni d'un incitant à la coopération aussi puissant que le financement, mais aussi d'acteur.trice.s prêts à agir qui mettent en commun du temps et des ressources pour des fins communes. Ces finalités non-marchandes pertinentes socialement ne sont jusqu'alors pas prises en compte par l'action publique, voire associative. Les premières mutuelles et actions syndicales en sont des exemples indéniables, ainsi que les enjeux des « nouveaux mouvements sociaux » : féminisme, justice migratoire...

Ce paradigme de coopération n'est donc pas inventé ex nihilo mais s'appuie sur des pratiques solidaires existantes. Les personnes s'engagent en acceptant l'incertitude d'un processus relationnel au-delà des rôles déjà définis. Les acteur.trice.s en présence se décentrent du calcul de leur intérêt individuel au profit du but de la cause collective. Dans ce cas, se créent une confiance mutuelle et une capacité à travailler ensemble, au-delà d'un projet particulier ou d'un objectif initial. Par exemple, des habitant.e.s ayant réalisé dans leur commune le BLED, une give box² ont suscité beaucoup d'enthousiasme. Si la give box, incendiée 6 fois, a finalement fermé, d'autres actions ont été poursuivies. Même si un projet n'a finalement pas lieu, dans ce paradigme, les parties prenantes ont pris conscience du supplément (et non du complément) de valeur lié à un niveau d'action supérieur, car les risques inhérents à l'action collective sont mutualisés et l'attitude des acteur.trice.s a suscité un désir de continuer à agir collectivement dans le temps. On parle alors de coopération souhaitée et/ou durable. Elle devient durable en ayant des effets à deux niveaux : confiance en soi, dans les partenaires et en un « nous », en tant que collectif instituant : par exemple, lors de la constitution de plateformes associatives ou mixtes autour d'enjeux dépassant les identités et pratiques de chaque membre, se constitue une identité propre. Alors, la méfiance du grand public quant à la récupération

que pourrait opérer un de ses membres diminue. Ce 'nous' n'est cependant jamais configuré « une fois pour toutes », contrairement à une institution plus « identifiable » dans le temps.

Le désir de coopérer



29

Trois conditions méthodologiques permettent de l'instaurer :

- un processus de gestion des risques en commun : déterminer qui assurera le nettoyage des déchets dans la give box, par ex.
- un processus de gestion des conflits –inévitables : nommer et traiter les conflits le plus vite possible.
- un processus d'animation : là réside le métier d'animateur.trice : revenir au désir des gens de « travailler » une question ; amener une manière de traiter les questions, de garantir la participation de tou.te.s. et l'intérêt du collectif, avec une attention à l'intérêt de chacun.e, en étant capable par exemple de piloter un groupe fluctuant ; en intégrant l'anticipation des risques et la gestion des conflits. Les « intelligences citoyennes »³ peuvent être mobilisées.

Dans une société qui nie l'espace et le temps, ce métier de relations objectives sur des enjeux locaux est non délocalisable.



En réalité, les deux paradigmes coexistent et une injonction institutionnelle à la coopération peut être transformée en coopération désirée : selon Maesschalck, « *il y a donc une incertitude du désir de coopération, mais celle-ci ne peut être « traversée » que par un travail sur les croyances relationnelles. Soit je n'attends rien de mon environnement relationnel, je le préfère figé ; soit je suis ambivalent par rapport à ses apports possibles (...). Tout va dépendre de la manière dont je vais tenter d'investir ce processus instituant [ici, une injonction institutionnelle à la coopération] et à le maintenir dans la durée avec l'ensemble des concernés. À tous les coups, il ouvre la possibilité de sortir d'une fiction de complémentarité (...), pour envisager une forme supplémentaire, une réélaboration des rôles et de leur interaction. Si cet engagement est recherché et favorisé, alors une coopération désirée peut prendre corps* »⁴.

Réactions des participant.e.s de l'atelier

30 En nommant ces compétences, les animateur.trice.s professionnel.le.s affirment leur rôle dans ces actions citoyennes mêlant bénévoles et professionnel.le.s : ne risque-t-on pas alors de renforcer le paradigme de la coopération contrainte en institutionnalisant davantage ce rôle ? Pour les BAGICien.ne.s, en présence de certains membres de collectifs peu militant.e.s, ils.elles ont tendance à adopter un comportement un peu directif. Militante dans un projet d'aménagement public dans sa commune, une BAGICienne se demande si le désir d'individus participant à titre personnel à des collectifs ne porte pas davantage une cause, que celui des travailleur.euse.s représentant.e.s des institutions dans ces mêmes collectifs (difficulté d'y agir).

Pour les coordinateur.trice.s d'asbl, l'emploi reste un nœud, amenant des réalités autres que celles du bénévolat et des besoins d'une cause citoyenne, qui renforcerait le paradigme de coopération contrainte. L'exemple de certains collectifs qui se vident suite à l'obligation d'avoir des coordinateur.trice.s montre les effets négatifs de cette coopération. Certain.e.s sont notamment confronté.e.s à la difficulté d'instituer une identité collective indépendamment des porteur.euse.s de projet ; d'autres à la starification des animateur.trice.s dans les maisons de jeunes.

Se pose ainsi la question plus globale des cadres administratifs vis-à-vis de l'action associative : il est donc nécessaire d'être **toujours vigilant aux désirs citoyens, à ne pas réduire l'identité et champ d'action aux dispositifs publics-financés**. Une attention aux modes d'action mixtes bénévoles/salariés et **une place pour l'auto-**

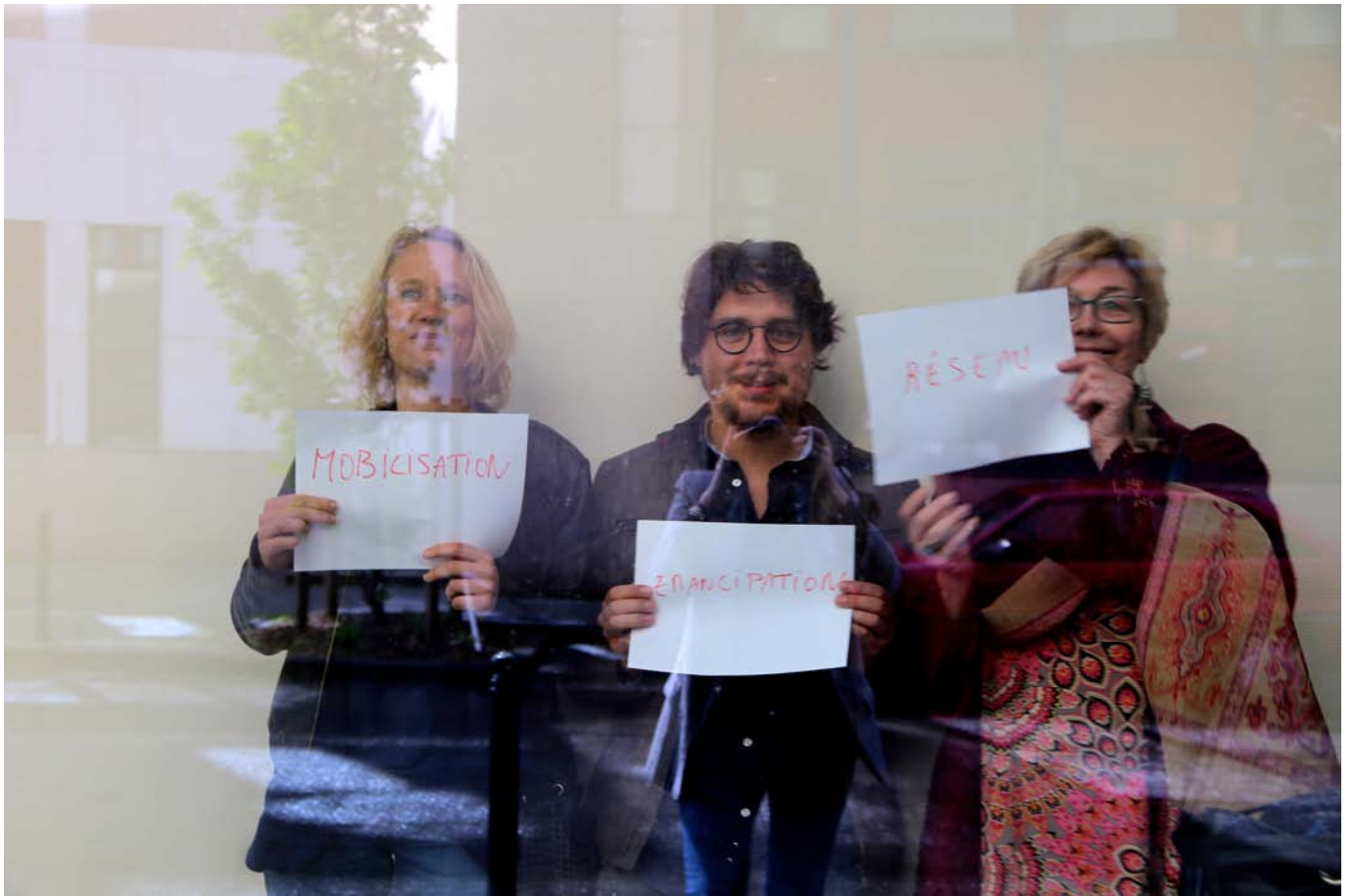
évaluation doivent être prévues. La tendance à cacher la tension professionnel/bénévole dans les projets est souvent problématique. Pour cet aspect, il s'agit de **nommer le cadre professionnel/subsidié**, de le considérer collectivement comme des paramètres, des éventuels antagonismes à prendre en compte dans la gestion des conflits. Pour C. Boucq, les bénévoles sont bien conscients du supplément lié au salarié. Il est important de **ne pas se positionner comme interface avec les pouvoirs publics**. Dans le cas d'un échec d'un projet, imputable à la commune, comment rebondir avec les habitant.e.s mobilisé.e.s ? Un risque est de se positionner comme interface d'où, souvent, la méfiance de la part des habitant.e.s envers les animateur.trices. La rencontre avec les habitant.e.s est plus importante que l'échec. Si, par la suite d'autres projets naissent avec certain.e.s, « alors c'est gagné ».

C. Boucq attire aussi l'attention sur la capacité des collectifs à revendiquer et sur celle des politiques à être interpellé.e.s. Lorsque la coopération mûrit, le collectif devient un interlocuteur valable auprès des pouvoirs publics, auprès de qui tout devient négocié et négociable – jusqu'à se dire parfois « on fait sans subsides ! », comme à la Bergerie des 100 noms (ZAD de Notre-Dame des Landes, France), projet agricole collectif qui s'oppose explicitement à la politique publique menée (construction d'un aéroport et obligation d'identifier individuellement un porteur de projet).

L'emploi, la pérennité de l'action associative et l'équilibre dans les relations avec les pouvoirs publics sont à considérer sur un temps long, dans une **perspective de coopération conflictuelle, de mouvement social et de commun** ; en se demandant éventuellement « Comment les acteur.trice.s publics peuvent **participer** à notre action ? » – plutôt que de chercher le dispositif de financement adéquat pour se lancer. Au bout d'un an d'existence, l'atelier vélo-cité a notamment reçu des financements pour les outils.



1. Marc MAESSCHALCK, « L'impératif de coopération au travail : utopie ou réalité qui nous lie ? ». Conférence au Printemps de l'éthique : Un travail qui nous relie : utopie ou réalité ?, Libramont 4 mai 2018, Weyrich, 2018.
2. www.consoglobe.com/givebox-boite-don-cg
3. Majo HANSOTTE, Les intelligences citoyennes, Comment se prend et s'invente la parole collective, De Boeck, 2005 ; Sophie WIEDEMANN, Les outils d'intelligence collective pour une démocratie augmentée, Bruxelles, CIEP, 2018 (www.ciep.be)
4. M. MAESSCHALCK, op.cit.





LES MANDINGUES,

LEUR OMBRE ET

NOUS

Par **Alexandre ANSAY**, coordinateur au centre régional d'appui à la cohésion sociale - CBAI

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Avant d'apporter une proposition de réponse aux questions contenues dans l'intitulé de cet atelier, je souhaiterais développer mon propos en déconstruisant une des expressions utilisées : il s'agit de l'association du terme « diversité » auquel est ajouté l'adjectif « interculturelle ».

32

Cette expression me semble problématique car elle pourrait laisser entendre que le fait de la diversité implique nécessairement le déploiement d'une dynamique de nature interculturelle. Ce n'est pas parce que des individus issus d'univers culturels différents se retrouvent au sein d'un espace social déterminé, à l'exemple du huis clos lors d'un trajet de métro, que les individus en présence vont interagir de telle sorte qu'il résulte de cette interaction, une forme particulière de rencontre : une rencontre entre des sujets, certes, mais qui va mobiliser ce qui fait culture en eux : une rencontre interculturelle.

La diversité n'implique pas nécessairement l'interculturalité. Beaucoup de situations de mixité ne donnent pas lieu à la rencontre interculturelle. Tantôt, les individus glissent, oeuvrant à la poursuite de leurs intérêts individuels. Ils se meuvent, dans l'espace social, dans une relative indifférence, sans se rencontrer. Tantôt, il existe des situations de chocs culturels caractérisées par des frottements conflictuels : des protagonistes se heurtent et au travers de cette conflictualité, ce sont des représentations tenues pour évidentes qui vont s'opposer sans se reconnaître comme légitimes.

Selon un observateur très au fait des politiques de la ville, Jacques Donzelot, le devenir de nos sociétés contemporaines, caractérisées par le pluralisme des patrimoines et des conceptions de la vie bonne, serait bien plutôt gouverné par des phénomènes d'évitement de l'autre, l'autre qui est du côté de l'inquiétante étrangeté, l'autre dont nous pressentons que si nous allons à son devant, c'est à son altérité

que nous allons avoir affaire, laquelle va nous entraîner sur des rivages incertains : que va-t-on y perdre ou gagner si nous y allons ?

Il faut souligner que le contexte politique ambiant se révèle de plus en plus hostile à l'émergence des situations de rencontre interculturelle ... Je considère pour ma part qu'il existe aujourd'hui un imaginaire politique dominant qui tout à la fois produit de l'insécurité sur les versants matériels et culturels de l'existence, et qui alimente le feu des peurs identitaires (celles des majorités inquiètes de leur devenir) et qui dans le même temps propose un remède de fermeté politique aux situations qu'il provoque directement ou qu'il contribue à aggraver. Cet imaginaire dépeint sous les traits d'une figure menaçante, certains des autrui qui habitent notre monde, ceux-là mêmes qui constitueraient un danger pour nos modes de vie, nos libertés, nos valeurs.

C'est cette même stratégie qui préside à la mise en place de décisions politiques adoptées par le gouvernement fédéral qui prennent les associations et les publics qu'elles reçoivent pour points d'application. Il s'agit clairement d'une stratégie délibérée visant à déstabiliser et affaiblir tout ce que la société civile peut apporter au corps social pour lui permettre de « faire société », et de mettre en place les conditions nécessaires au déploiement de l'action interculturelle.

Alors, venons-en à l'action interculturelle.

Les pratiques associatives qui se réfèrent à la démarche interculturelle renvoient à des interactions complexes qui ne peuvent se déployer que sous certaines conditions.

Tout d'abord, elles reposent sur une présomption de légitimité en vertu de laquelle il est donné à celles et ceux



qui y participent, de pouvoir se définir en mobilisant les composantes culturelles de leur identité. C'est ici qu'il faut effectuer un petit détour par la notion de culture.

Il faut en effet s'entendre sur cette culturalité qui est invitée dans le lieu de l' « inter ». Elle renvoie à la question de ce qui fait culture dans le sujet : quelles sont les appartenances qu'il revendique ? quels sont les éléments qui ont contribué à faire de lui un être de culture, c'est à dire, un être qui a été fabriqué culturellement, par un groupe social déterminé. C'est la question de l'humanisation laquelle renvoie au fait que les peuples produisent, à l'aide de rituels et de traditions et selon leurs propres procédés, l'humanisation des êtres humains. C'est toute cette dimension de la subjectivité qui est autorisée à être, à se manifester pour autant que le participant le choisisse évidemment.

L'action interculturelle suppose donc un ensemble de dispositions qui ont fort avoir avec l'hospitalité : ne pas envisager les participants comme des êtres définis par leur manque ou par le fait d'être insuffisamment dotés, mais plutôt comme des héritiers auxquels les travailleurs sociaux vont destiner une proposition dont nous allons voir qu'elle vise à stimuler une perturbation : les pratiques associatives gagnent en effet à être envisagées en tant que déploiement - pas toujours conscient - d'une perturbation qui va produire des effets non seulement sur les participants mais également sur celles et ceux qui activent le dispositif. C'est pourquoi il faut toujours interroger les intentions qui président à la mise en place d'un dispositif : quels sont les effets qu'il cherche à provoquer ? l'espace de supervision est à ce titre essentiel : se pencher sur les effets qui affectent les uns et les autres. Comment sommes-nous parfois perturbés par les effets induits par le dispositif que nous activons ?

La méthodologie interculturelle se réfère donc à une approche anthropologique de la culture. C'est un des mérites de la clinique de l'ethnopsychiatrie mise en oeuvre par Tobie Nathan que d'avoir montré que la culture a aussi une fonction psychologique dans la clôture de l'appareil psychique. Une des fonctions de la culture c'est par exemple de permettre au sujet de percevoir son environnement sur le mode de l'évidence, de pouvoir attribuer de la signification aux événements fortuits mais également aux séquences centrales de l'existence (naître/accueillir le nouveau né, mourir/faire le travail de deuil, s'unir/les tensions 'individus >> groupes', faire face aux négativités inéluctables de l'existence / les maladies et les désordres psychiques, élever les enfants/que leur transmettre ?), en tout cas d'éviter au sujet, « frayeur et perplexité ».

Si la démarche interculturelle n'est pas un « angélisme de l'autre », aussi naïf que niais, elle ne procède pas non plus

d'une forclusion des composantes matérielles, politiques, juridiques de la dignité humaine. C'est pourquoi nous considérons qu'il faut prendre en considération les deux versants de la dignité, celle qui a trait aux appartenances culturelles que revendique le sujet et celle qui a trait aux conditions juridiques, socio économiques de sa citoyenneté politique. S'ouvrir à cette dimension politique de la dignité, c'est aussi accepter et prendre acte que les subjectivités choisissent de se définir par rapport à des formes de domination qu'elles perçoivent comme des violences de société.

Que serait l'approche interculturelle si les interactions qu'elle suppose étaient excluantes, c-a-d, si certaines des composantes identitaires des protagonistes n'y avaient pas droit de séjour ? si les sujets qui y sont invités devaient se présenter amputés d'une partie d'eux-mêmes ?

Si la curiosité est une des dispositions nécessaires au déploiement de l'action interculturelle, elle ne doit pas se révéler intrusive : c'est pourquoi l'action interculturelle ne se borne pas au fait d'adopter la perspective anthropologique de la culture : pas que ... en tout cas. Il y aussi ces autres cultures, celles dans lesquelles des sujets se retrouvent en ayant fait un « pas de côté » par rapport aux sillons de la normalité attendue par le groupe social dont ils sont issus.

L'action interculturelle s'intéresse aussi à ces cultures que certains qualifient de 'en marge' en tant qu'elles renvoient à des formes de vie qui impliquent des sujets en rupture et qui ressentent le besoin de se projeter dans des « en dehors », dans des « ailleurs » pour s'y redéfinir. Quels sont les êtres auxquels ces sujets se connectent ? Quelles sont les réseaux qu'ils mettent en place ? Quelles sont les communautés auxquels ils prennent part ? Quelles sont les images du monde et d'eux-mêmes qu'elles vont élaborer ?

Il n'y a donc pas d'action interculturelle, sans cultures, c'est une banalité de le dire mais c'est plus difficile à faire. Il faut se mettre dans des dispositions : présomption de légitimité, curiosité, hospitalité, vigilance aussi par rapport à certaines utilisations réifiantes, essentialistes des notions de culture ou d'identité. J'ajouterais également le fait de s'appuyer sur des outils méthodologiques éprouvés lesquels ont été forgés dans le champ de la psychologie sociale, de l'anthropologie symétrique.

Pour ma part, je considère que l'action interculturelle est une prise de risque, notamment lorsqu'on se situe dans quelque chose pour lequel moi et mes collègues du CRACs, nous ressentons beaucoup d'intérêt : je veux parler des pratiques associatives.



Ces dernières donnent lieu à des interactions complexes qui reposent sur l'activation de plusieurs éléments : dispositif, intention, institution, travailleurs sociaux, participants, images du monde, conflictualités, ressources réflexives et budgétaires, cultures liées à des métiers, outils méthodologiques, cadres administratifs plus ou moins contraignants, attachements de nature idéologique, rapports de force, stratégies, ruses, affects de différentes natures, tous ces éléments vont s'imbriquer pour donner lieu à ce que nous proposons d'identifier comme une perturbation : l'action interculturelle, ça perturbe ! Ça perturbe, cela signifie qu'elle produit des modifications des cadres de perception, elle affecte le regard qu'on pose sur le monde et les façons de percevoir celles et ceux avec lesquels nous sommes appelés à interagir ; ça provoque des affects insoupçonnés, tantôt des émerveillements, tantôt de la déception et des attentes déçues.

tenté de mettre en lumière, peut donner lieu à un processus d'enrichissement des significations. Si elle entend perturber celles et ceux auxquels elle adresse sa proposition en vue de reconfigurer un nouvel équilibre, elle ne le fait pas sur base d'un préalable idéologique qui ampute ce que le sujet choisit de définir comme une composante essentielle de son être.



34

C'est pourquoi je pense qu'il est absolument nécessaire d'ajouter que ces dispositions bienveillantes que j'ai identifiées - si elles rendent possible la mise en place d'une confiance fondamentale - ont pour fonction de perturber les participants qui acceptent l'aventure qui leur est proposée : introduire de la complexité là où régnaient des représentations simplificatrices, provoquer de la surprise, le surgissement d'un inattendu là où tout devait se passer comme prévu. Ça perturbe parce qu'il y a des êtres auxquels on n'est pas nécessairement habitués et qui arrivent par le témoignage des autres participants (ainsi quelle ne fut pas ma surprise quand un des camarades stagiaires originaires du Bénin m'a raconté le rituel des secondes funérailles qui est pratiqué par sa famille « au pays »). En fait, ça perturbe parce que si nous partageons effectivement un monde que nous avons en commun, nous ne soupçonnons pas les univers culturels que chaque humain transporte avec lui, comme une ombre qui le suit.

Je terminerai en disant ceci. Dans certaines civilisations, comme chez les mandingues¹, on considère qu'un homme ne peut marcher et se tenir debout, s'il n'est pas autorisé à exister avec son ombre. Pour nous qui travaillons à activer des dispositifs d'éducation permanente, ou des projets destinés à des jeunes aux prises avec la question de leur devenir, l'action interculturelle ne signifie en aucune manière qu'il faille laisser à cette ombre prendre toute la place. Au contraire, un des concepts centraux dans la méthodologie interculturelle repose sur des procédures de négociations lesquels ont trait à des enjeux relatifs à la coopération proposée. L'action interculturelle avec ses hauts et ses bas, quand elle s'appuie sur certaines des dispositions que j'ai

1. Sur cette question du rapport entre les humains et leur ombre dans les cultures mandingues, nous recommandons la lecture du très beau livre de Sory CAMARA, 'Paroles très anciennes', éditions La Pensée Sauvage, 1980.



NTICs ET

EDUCATION

PERMANENTE¹

Par **Nicole Tinant**, permanente CIEP communautaire
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Indéniablement, la place du numérique dans notre société est considérable : il influence les rapports de force, les processus d'inclusion/exclusion, les (dé)mobilisations, ... Alain Loute s'est interrogé sur la place à donner aux NTICs² dans nos pratiques, nos formations en éducation permanente et la manière de les utiliser.

Le numérique comme nouveau « milieu » d'action

Sur base de diverses analyses, Alain Loute définit davantage les NTICs comme un nouveau « milieu » d'action transformateur de la société sur différents plans que comme de simples outils.

- Modification de la notion même de territoire et d'habitat : Dominique Boullier développe le concept d'« habitèle », sorte de support d'identité digitale portable, qui est à envisager comme un écosystème formé par les objets connectés qui entourent et accompagnent chaque individu, et s'inscrit dans une série d'enveloppes qui, à la fois, le protègent et constituent des interfaces.
- Apparition d'une nouvelle civilisation : nouvelles formes de sociabilité, de rapport à l'écriture et à la lecture, ... Pour Milad Doueïhi, le numérique « *est en train de devenir une civilisation qui se distingue par la manière dont elle modifie nos regards sur les objets, les relations et les valeurs, et qui se caractérise par les nouvelles perspectives qu'elle introduit dans le champ de l'activité humaine* ».
- Projets de société défendus par de nombreux acteurs politiques : en 2000, l'objectif de la Conférence de Lisbonne était de construire une « société européenne de la connaissance », où tous et toutes pourraient participer à la

production de connaissances.

- Participation : pour certains.e.s, les NTICs permettent de rendre les citoyen.ne.s plus « actif.ve.s » et plus participatif.ve.s.

35

Regards critiques : un milieu ambivalent

Le numérique est également un milieu d'action ambivalent, source d'inégalités, d'exploitation et de destruction de l'attention et du savoir.

- Inégalités :

L'enjeu actuel se situe plus dans la capacité à utiliser les NTICs plutôt que d'y avoir accès. Rémy Rieffel parle d'« inégalité numérique » plutôt que de fracture numérique. L'inégalité se situe à trois niveaux : l'avoir (disposer de technologies) ; le savoir (disposer de compétences) ; et le pouvoir (tirer profit de leurs usages).

- Exploitation :

Fans, blogueurs, contributeurs à des sites collectifs, invités de télé-réalités, ... sont une main-d'œuvre non rémunérée « qui relève du « playbor », mélange indissociable de plaisir ludique (play) et de travail productif (labor), faisant d'Internet un mixte instable et déroutant de terrain de jeu et d'usine ». On parle de « capitalisme parasitaire », de « travail gratuit », de « prosumer³ ».

- Destruction de l'attention et du savoir :

Pour Cédric Biagini, les NTICs modifient notre rapport au livre et à la lecture, « *pratique au cœur de notre culture qui permet d'apprendre, de s'instruire, de s'élever, de se construire* ». *Fondement de nos civilisations modernes et démocratiques, le livre favorise l'attention et la concen-*



tration. Selon Nicholas Carr, il est, actuellement, supplanté par l'internet qui nous distrait et change notre façon de penser et de mobiliser notre mémoire. Les NTICs « détruisent notre attention et nos capacités de concentration. Elles fabriquent des individus éclatés, dispersés, perpétuellement agités, en quête de sensations fortes, incapables de se fixer, de contempler, de se plonger dans un état d'abandon esthétique ».

Vers une culture numérique critique

Entre le rejet des technologies numériques et l'optimisme naïf émerge une troisième voie : le développement d'une « culture numérique critique ». En tant que formateur.trice, l'enjeu serait de permettre aux participant.e.s de se situer et de se positionner par rapport à l'ambivalence du milieu. Pour Bernard Stiegler, le web « est à la fois un dispositif technologique associé permettant la participation et un système industriel dépossédant les internautes de leurs données pour les soumettre à un marketing omniprésent et individuellement tracé et ciblé par les technologies du userprofiling ». Pour construire une culture numérique critique, Alain Loute nous propose **cinq pistes de réflexion**.

36

1. Ouvrir les « boîtes noires » technologiques

Une mise en forme particulière d'un savoir a un effet sur les médiations techniques. « Un « même » texte n'est plus le même lorsque change le support de son inscription, donc, également, les manières de le lire et le sens que lui attribuent ses nouveaux lecteurs. La lecture du rouleau dans l'Antiquité (...) mobilisait tout le corps puisque le lecteur devait tenir l'objet écrit à deux mains et elle interdisait d'écrire durant la lecture. (...) Le lecteur peut feuilleter le livre (...) et il lui est possible d'écrire en lisant ».

Non neutres, les technologies imposent des contraintes de maniement et exercent une forme de pouvoir sur nos conduites. Les concepteur.trice.s anticipent leur usage au départ d'objectifs et de valeurs, en partant de scénarii. Néanmoins, les NTICs se caractérisent par une flexibilité interprétative. Selon Andrew Feenberg, même si la manière dont fonctionne une technologie est prédéterminée par un script, les fonctions techniques ne sont pas totalement prédéterminées : elles sont découvertes « au cours de leur développement et de leur utilisation ».

Pistes de réflexion pour une culture numérique critique :

- Prendre conscience qu'un objet technique n'est jamais neutre, qu'il prédétermine nos capacités d'actions et est soumis à « interprétation » par une multitude d'acteur.trice.s.

- Travailler et échanger avec des ingénieur.e.s et/ou des développeur.euse.s d'objets techniques.
- Prendre conscience des questions posées dans le design de l'objet.
- Ouvrir concrètement la « boîte noire » des objets techniques.

Expériences réalisées ou observées par les participant.e.s :

- Travail sur les représentations, conférences-débats sur les stratégies mises en œuvre, les leviers et les pistes d'actions citoyennes : obsolescence programmée et Gsm, Facebook, Twitter, logiciel spécifique, comme un logiciel comptable inadapté à la réalité comptable en Asbl, ...
- Analyse critique d'objets technologiques lors de workshops organisés dans un FabLab avec designers, programmeur.trice.s. Activités de sensibilisation sur les techniques et enjeux autour de la fabrication numérique, du Do It Yourself et de l'open source des objets.

2. Utiliser les technologies pour constituer une culture partagée

Pour Marcel Gauchet, internet risque de contribuer au renforcement d'une forme d'individualisme. L'internaute constituerait la figure la plus avancée de l'individu « sans appartenance et hors médiation, doté d'un accès universel à toutes les sources d'information et de la capacité opératoire de toucher le monde entier par ses productions intellectuelles, sans intermédiaire. Internet en ce sens, c'est le média absolu, la médiation qui abolit toutes les autres médiations, ou plus exactement qui les rend inutiles ». Philippe Meirieu parle de « pédagogie problématisatrice » lorsque « les savoirs ne sont plus des « biens » qu'on échange sur un registre marchand, mais des représentations partagées du monde par lesquelles chaque histoire singulière se relie à une universalité en construction ».

Pistes de réflexion pour une culture numérique critique :

- Mettre les TICs au service de problèmes communs à résoudre, en développant une intelligence collective et partagée.
- Garder trace du processus comme du résultat.

Expériences réalisées ou observées par les participant.e.s :

- Fablab : ateliers de fabrication numérique où se crée une communauté d'entraides, d'échanges de savoir-faire et de construction collective.
- Utilisations de NTICs pour faciliter l'organisation de



sondages et d'échanges internationaux, le partage d'information sur des événements/actions au sein du collectif MJ, la mutualisation des ressources.

3. Prendre en compte la temporalité de l'apprentissage et de l'action

Face à la surabondance d'informations, les sites web cherchent à solliciter, capturer et canaliser notre attention. Cette temporalité peut être mise en tension avec celle nécessaire à l'apprentissage. Pour Philippe Meirieu, « *l'école doit se saisir du numérique, travailler sur ses usages ; elle doit s'instituer à leur égard comme espace de décélération sans lequel le nouvel ordre informatique ne laissera guère de place pour le tâtonnement proprement humain de la pensée* ».

Pistes de réflexion pour une culture numérique critique :

- Veiller à rendre possible une temporalité longue de l'apprentissage.
- Éviter que la temporalité du milieu technologique ambiant ne s'impose au processus d'apprentissage.

Expériences réalisées ou observées par les participant.e.s : interpellation du personnel enseignant sur l'usage de tablettes au sein de l'école et leur nuisance sur l'apprentissage de certains enfants.

4. Distinguer les formes de savoirs et connaître leurs limites/apports

Cédric Biagini dénonce la pauvreté des big data qui produiraient un savoir sans hypothèse, les corrélations nous permettant d'agir directement sur les phénomènes, sans avoir à en comprendre les causes. « *L'Intelligence des machines, celle qui compte et calcule, risque de triompher de celle des humains, celle qui raconte, ressent, argumente, dialogue, ironise* ».

Pistes de réflexion pour une culture numérique critique :

- Pluraliser les formes de savoir.
- Penser l'articulation entre tous les types de savoirs.
- Reconnaître leurs intérêts, apports et limites.

Expériences réalisées ou observées par les participant.e.s :

- Mise en place d'un groupe de travail « PUNCH : pour un numérique critique et humain » avec diverses asbl du secteur.
- Création d'un espace pour une meilleure prise de recul.
- Organisation de cycle de conférences, formations, sur le numérique, pour une appropriation des problématiques liées à l'environnement numérique et une meilleure prise de recul.

5. Faire des technologies un moyen de partager le « pouvoir en commun »

Un des éléments essentiels de la formation en éducation permanente est de remettre en jeu la répartition du pouvoir entre les formateur.trice.s et les apprenant.e.s. Il faut donc être conscient de l'influence possible de certaines technologies dans l'exercice du pouvoir au niveau du groupe qui les utilise.

Michel Puech distingue deux « cultures techniques » du numérique :

- Une culture fermée, de type *command and control* : usage limité mais sécurisé ; l'utilisateur.trice ne peut faire que ce qui est prévu et autorisé par le.la concepteur.trice.
- Une culture ouverte : innovation collaborative et fonctionnement démocratique mais vulnérabilité et enjeux d'interopérabilité.

Pistes de réflexion pour une culture numérique critique :

- Veiller à ce que les technologies utilisées servent bien l'idéal d'un pouvoir partagé du processus de formation.
- Garder une forme de vigilance par rapport aux nouvelles formes d'exclusion.
- Protéger les formes de savoir produits de leur captation par des tiers.

Expériences réalisées ou observées par les participant.e.s : création d'un collectif à Tournai « Les jeunes donnent de la voix » sur Facebook. Objectifs : demander leur avis aux jeunes, stimuler les échanges d'idées et d'opinions, construire ensemble des propositions concrètes et les communiquer aux responsables politiques. Résultats obtenus : murs d'expression, salle de concert, skatepark, reconnaissance au niveau des représentants politiques et culturels...

37



1. Cet article est inspiré de l'intervention d'Alain Loute, de son article « Quelle place pour le numérique dans nos pratiques de formation émanicipatrice ? Pistes de réflexion pour une démarche d'éducation permanente » (En ligne www.academia.edu/36050250/Quelle_place_pour_le_numérique_dans_nos_pratiques_de_formation_émancipatrice_Pistes_de_réflexion_pour_une_démarche_d'éducation_permanente) et des échanges de l'atelier.

2. NTICs : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

3. Prosumer : tendances des consommateur.trice.s à se professionnaliser et s'approcher du profil de producteur.trice.



FAIRE POLITIQUE

ET VIVRE MIEUX

Portrait de deux Bagiciennes qui font entrer l'Education Permanente là où on ne l'attend pas.

Par **Laurence BAUD'HUIN**, rédactrice culturelle et **Caroline COCO**, formatrice au CESEP

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Parce qu'il s'agit de reprendre du pouvoir pour comprendre, dire et agir collectivement, mener des actions d'éducation permanente sur une visée à long terme est un travail politique qui nécessite engagement, capacités d'analyse, passage à l'action et expérimentations. Il est des secteurs où mettre en place ce genre de projets relève d'un défi audacieux. Anne-Marie Trivier travaille dans l'aide sociale. Noëlla Malingreau dans la santé mentale. Pas de doute, l'action politique est là !

Anne-Marie Trivier, un combat contre la précarité

Anne-Marie Trivier suit la formation BAGIC entre 2005 et 2007. A l'époque, elle travaille comme bénévole pour une association qui, entre autres missions, propose un service d'écrivains publics. Souvent en situation d'extrême précarité, les personnes qui viennent à elle cherchent de l'aide pour coder et décoder les signes et symboles d'un monde auquel elles n'ont pas ou plus accès.

Anne-Marie s'interroge alors sur le phénomène d'exclusion sociale, recherche ses raisons structurelles : elle en fera le thème de son projet BAGIC. Pour elle, les disparités socio-économiques ne sont pas seules en cause. Dans son écrit final, Anne-Marie notera : « Aux facteurs d'ordre économique, il faut ajouter la question des liens sociaux et de leur capacité à faire tenir ensemble les êtres humains dans une totalité cohérente et intégratrice qui confère à chacun une place et du sens à vivre. Mais il faut aussi tenir compte des facteurs d'ordre symbolique qui alimentent le système

de valeurs par lequel la société tente de se maintenir et de se reproduire, parfois au détriment du bien-être des individus ».

39

L'élaboration du projet d'Anne-Marie va alors tenter, dans une démarche d'Education permanente, de décoder ces facteurs relationnels et symboliques pour que les individus visés puissent reprendre du pouvoir sur leurs capacités à comprendre, à agir. Le projet se développe en trois temps : d'abord, provoquer la réaction par la représentation, dans l'espace public, d'un spectacle de marionnettes qui dénonce une situation de discrimination. Caricaturales, les marionnettes permettent la distanciation, évitent une identification trop directe pouvant être stigmatisante. Dans un second temps, le public, cette fois protégé par le cadre associatif, est invité à exprimer son ressenti, à verbaliser les injustices ou torts subis. Dans son écrit, Anne-Marie Trivier soulignera l'importance de nommer les vécus, de leur donner une légitimité. Le dernier temps du projet est consacré à la mise en place d'ateliers d'écriture de récits de vie. D'abord créés individuellement, ces récits sont à terme partagés, publiés, collectivisés ce qui permet aux écrivains – et la visée est ici clairement émancipatrice - d'appréhender les constantes des déterminismes sociaux et psychologiques à la base de leurs difficultés.

Hélas, bien qu'Anne-Marie ait anticipé nombre d'écueils, le principal mur qui se dresse face à elle sera d'ordre structurel : à l'époque sans appuis financiers, sans soutiens politiques, la petite association de bénévoles où elle travaille ne pourra pas subvenir aux besoins d'une telle aventure.

Aujourd'hui, Anne-Marie Trivier travaille au Centre d'Appui aux Services de Médiation de Dettes de la Région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit maintenant d'aide sociale : l'émancipation des publics et la réappropriation de ces vies abîmées ne sont pas au cœur des missions de l'asbl. Pour Anne-Marie, militante engagée et convaincue, les débuts ne sont pas forcément faciles.

Et pourtant... en 2013 alors qu'elle participe à la création d'un « groupe de soutien face au surendettement », Anne-Marie va devenir l'un des piliers de ce qui se révélera une incroyable aventure. Au départ, le groupe réunit des personnes endettées qui, ensemble, partagent et se racontent. Au-delà des restrictions matérielles, manquer d'argent engendre un sentiment de honte, de mise à l'écart : la chose est tue et le silence pèse. Par la parole rendue et entendue s'installe alors la reconnaissance mutuelle des vécus et des difficultés. Mais l'histoire ne s'arrête pas là : forts d'une estime d'eux-mêmes retrouvée, beaucoup deviennent bénévoles dans différentes actions, portent au-delà du groupe les acquis solidaires.

40

Anne-Marie, qui n'a pas déposé sa casquette de Bagicienne, ne manque pas d'analyser l'expérience à laquelle elle assiste. Pour elle, tout ce chemin est d'ordre symbolique : les personnes se reconstruisent de manière à la fois personnelle et interpersonnelle, et ce faisant tentent d'impacter le monde qui les entoure. L'émancipation est là... l'action politique n'est plus très loin ! En effet, désireux de dépasser les groupes de soutien, ces nouveaux activistes vont aller jusqu'à interpeller députés, parlementaires, présidents de CPAS et à réaliser une émission de radio avec le GSARA !

Après 4 années d'existence, lorsque l'asbl décide, sur base d'une évaluation quantitative, d'arrêter de soutenir financièrement le projet, les membres de la première heure, en association avec des professionnels du secteur et des personnes ayant vécu le surendettement, créent un réseau indépendant¹. Une subvention à la COCOF est demandée. Pourquoi vouloir poursuivre ? Parce qu'avoir pu aider d'autres personnes fait de cette expérience une aventure si particulière pour ceux qui y participent. Ce sont des « experts du vécu ». Leur expertise est reconnue depuis longtemps en santé mentale et au sein du SPF Intégration Sociale qui a introduit des *experts du vécu de la précarité ou de l'exclusion sociale* au sein de ses équipes d'employés. C'est à ce tournant de l'aventure que se trouve aujourd'hui le Réseau Trapes où les personnes tentent de transformer symboliquement leur expérience du surendettement.

On le voit, on assiste ici à un réel retournement de situation tant relationnel – l'exclusion sociale se mue en expertise –

que symbolique – la personne consultée adopte les codes de l'expert, jouit de la reconnaissance sociale. Pas de doute, Anne-Marie Trivier avait vu juste !

Noëlla Malingreau : culture et rétablissement

Ergothérapeute et référente culturelle au Centre Régional Psychiatrique (CRP) Les Marronniers, l'un des plus grands hôpitaux psychiatriques du pays, Noëlla Malingreau suit la formation BAGIC de 2013 à 2015. Au départ de son projet, une colère : la terrible et systématique stigmatisation de ses patients dès qu'ils sortent de l'institution, et à plus forte raison dans les lieux culturels où elle les emmène. Une réalité discriminante qui, parce qu'elle mène sans concessions à la perte du pouvoir social des individus, constitue un frein à leur rétablissement. Titré « La culture comme outil de dé-stigmatisation en santé mentale », son projet BAGIC s'attaquera à définir les mécanismes de stigmatisation, puis à proposer des actions de terrain.

Selon Noëlla, les facteurs stigmatisants sont les suivants :

D'abord, l'étiquetage, inhérent à l'existence même de lieux de traitement et de gestion des troubles mentaux. En instituant de tels espaces, l'Etat induit inévitablement une frontière entre « normaux » et « malades », ces derniers étant déclarés non-aptés à vivre parmi les premiers. Vient ensuite la fabrication des stéréotypes. La personne étiquetée se voit attribuer une série de défauts – sa dangerosité par exemple - qui vient justifier pléthore de représentations sociales. De là découle la séparation, le clivage : bien que non définie, la différence est considérée comme vraie, rationnelle. C'est particulièrement perceptible au sein même de l'institution où se côtoient soignants et soignés, les uns garants d'un savoir scientifique, les autres, receveurs d'une aide qu'ils n'ont parfois pas demandée. Finalement discriminée, la personne perd peu à peu son droit à jouer un rôle dans la société.

Pour déconstruire ces processus, Noëlla travaille selon deux méthodes bien connues du secteur de la socioculture : la démocratisation de la culture et la démocratie culturelle. Si le premier axe - qui revient pour Noëlla à sortir les personnes de l'institution, à les emmener à la rencontre des espaces de création - est relativement courant en ce qu'il offre de nombreuses occasions de lancer débats et discussions, le second axe, quant à lui, se pose en véritable gageure dans le secteur de la santé

mentale. En effet, considérer la culture comme terrain social de participation, éveiller à l'esprit critique les usagers, n'est jamais une priorité dans ce type de structure.

Pour comprendre la démarche de Noëlla, il faut dès lors aborder le concept-clé de toute sa recherche : la notion de rétablissement. Dans son projet BAGIC, elle la décrit comme « (...) issue d'un mouvement associatif d'anciens patients qui se battaient pour les droits des patients, la qualité des services proposés et contre la discrimination. Ils publiaient des comptes rendus de leur rétablissement de maladies mentales graves, communiquaient dans des conférences, prenaient la parole face aux politiques et aux professionnels soignants afin de contribuer au changement,...»²

Cette notion est révolutionnaire en ce qu'elle induit l'espoir : la maladie mentale n'est plus considérée comme chronique avec, au mieux, une stabilisation des symptômes ; elle peut être dépassée. Néanmoins, pour que s'opère le rétablissement, l'individu doit être acteur de sa propre guérison et pour cela être considéré en tant que tel. Il doit en outre pouvoir s'appuyer à la fois sur l'institution psychiatrique – ce qui nécessite d'inévitables aménagements - et sur un réseau associatif porteur.

Mais comment faire advenir de tels changements au cœur du gigantisme du CRP Les Marronniers ? En 2010, le contexte change : à cette époque, le SPF Santé Publique lance une réorganisation de l'offre de soins en santé mentale. Son objectif est de maintenir le plus possible les personnes atteintes de troubles mentaux dans leur environnement de vie. Dans la foulée, Le CRP Les Marronniers reçoit en 2013 un subside alloué à la création, au sein de l'hôpital, d'un Centre d'Activités Thérapeutique (CAT), d'un amphithéâtre et d'un hall sportif. Noëlla a trouvé son terrain de jeu ! Soutenue par la direction, elle s'attelle alors à faire vivre ce CAT, d'une part en l'ouvrant vers la cité, d'autre part en faisant entrer la cité en ses murs. Elle dira : « ce n'est pas le lieu qui dé-stigmatise, c'est ce qui s'y produit, ce qui s'y crée, ce qui s'y fait, ce qui s'y montre. »

Pour atteindre ses objectifs, la Bagicienne va progressivement intégrer les usagers à toute une série d'événements culturels. Aujourd'hui, les artistes de l'hôpital exposent leurs créations d'Art Brut dans l'amphithéâtre lors de l'opération « l'Art dans la ville », ils ont également mis en place un ciné-club au sein du CAT qui accueille, entre autres, le festival RAMDAM – Festival du film qui dérange. Ces événements sont à la fois générateurs et conséquences de la valorisation de la créativité artistique au cœur même du CRP Les Marronniers.

Le CAT a encore développé de nombreux partenariats grâce auxquels il peut maintenant proposer l'exposition permanente d'œuvres artistiques attirant tant le public extérieur que les personnes fréquentant l'institution. Ceci permet que s'opèrent la rencontre et le décroisement. Pour exemple, le jury de fin d'année des bacheliers en design textile de l'Académie des Beaux-Arts de Tournai s'est déroulé au sein de l'amphithéâtre, ce qui a permis l'appréhension de modes d'expression nouveaux par les usagers de l'hôpital qui, quelques mois plus tard, ont pu suivre un atelier de customisation textile avec les mêmes étudiants.

Bien sûr, le rétablissement est un processus qui prend du temps. Mais la dé-stigmatisation par la culture de Noëlla est en route, et rien ne semble devoir l'arrêter !



1. Il s'agit du réseau TRAPES

2. Rétablissement, inclusion sociale, empowerment Tim GREACEN, Emmanuelle JOUET ; cité dans « La culture comme outil de dé-stigmatisation en santé mentale », par Noëlla Malingreau, projet de fin d'études, BAGIC 2015, p.14